

Arrêté temporaire n°: 2024_0150s

Objet : **stationnement interdit pour travaux de réhabilitation des collecteurs d'assainissement**

Lieux : **avenue de la République**

Le Maire de VÉNISSIEUX

VU le Code de la Route, et notamment les articles L411-1 à L411-7 ;

VU le Code de la Voirie Routière, et notamment les articles L.113-2 et L.115-1 ;

VU le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

□ L'article L.3642-2,

□ Les articles L.2213-2, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire

□ Les articles L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-3-2°, L.2213-4 alinéa 1^{er}, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole ;

VU la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

VU le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvé le 8 décembre 2017 ;

VU le Règlement Général de la Circulation de la Ville de Vénissieux en date du 28 Janvier 2000 modifié ;

VU l'avis de la Métropole de Lyon ;

VU le numéro LYvia 20230882 ;

CONSIDÉRANT qu'en raison de la demande formulée en date du 20 février 2024 par l'entreprise Nouvetra qui réalise des travaux de réhabilitation des collecteurs d'assainissement pour le compte de SYTRAL, il y a lieu de réglementer le stationnement pour faciliter la bonne exécution des travaux, assurer un écoulement satisfaisant du trafic et afin de prévenir tout risque d'accidents ;

ARRÊTE

Article 1 : Du 11 mars 2024 au 13 septembre 2024, de 07h à 18h, avenue de la République

- le stationnement est interdit sur 170 mètres linéaires, côté pair et impair, de part et d'autre du N°18
- le cheminement des piétons est organisé par le demandeur, avec mise en place de panneaux « piétons passez en face ». Les piétons utiliseront les traversées matérialisées existantes (ou) matérialisées par l'entreprise ;

Article 2 : Le stationnement du véhicule du demandeur sera autorisé dans l'emplacement défini dans l'article premier ;

Article 3 : Le demandeur devra afficher très visiblement le présent arrêté sur le pare-brise de son véhicule et respecter les durées d'intervention prévues à l'article 1^{er} ;

Article 4 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place, entretenue et déposée conformément à la législation en vigueur par l'entreprise adjudicataire des travaux. Pendant la durée des travaux, l'entreprise devra obligatoirement apposer le présent arrêté aux extrémités du chantier. Elle devra également tenir constamment dégagés les ouvrages de lutte contre l'incendie.

Article 5 : Les entreprises chargées des travaux dont il s'agit et responsables des mesures à mettre en œuvre sont :

Entreprises NOUVTRA, POLEN, STRACCHI et GG

Article 6 : L'arrêté pourra être prolongé d'une semaine calendaire en cas de nécessité. En cas d'intempéries ou de retard dans l'évolution du chantier, le prolongement de la validité du présent arrêté, au-delà d'une semaine calendaire, devra être sollicité par l'entreprise chargée des travaux. Un nouvel arrêté prorogera les mesures prescrites ;

Article 7 : Conformément au règlement de voirie, la sécurité et la continuité de circulation des piétons valides et à mobilité réduite, de passage des fauteuils roulants et de circulation des cyclistes seront conservées et rétablies conformément à la réglementation en vigueur ;

Article 8 : Pendant la durée des travaux, l'entreprise devra obligatoirement laisser un ou plusieurs accès permettant au personnel chargé de la collecte des déchets d'approcher les contenants autorisés lors du passage de leur véhicule de service. En cas d'impossibilité, l'entreprise sera chargée d'apporter les contenants autorisés non accessibles au point de collecte le plus proche pouvant être desservi, puis de les ramener à leur point initial ;

Article 9 : Lors de l'achèvement des travaux et avant la remise normale de la circulation, le domaine public devra être propre et satisfaire aux normes de circulation en vigueur ;

Article 10 : Le demandeur installera l'arrêté au moyen de panneaux mobiles puis devra prendre contact avec la police municipale (04.72.50.02.72) pour faire établir un constat de panneaux au minimum 48h00 ouvrables avant le commencement des travaux. Les panneaux devront être parfaitement visibles et le présent arrêté devra y être apposé ;

Article 11 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur ;

Article 12 : Le présent arrêté sera publié et affiché dans les formes d'usage ;

Article 13 : Le stationnement sera considéré gênant et tout véhicule en infraction fera l'objet d'une mise en fourrière immédiate et d'une contravention de deuxième classe, selon l'article R417-10 du Code de la route.



Pour Madame le Maire,
Le Directeur Général des Services
Bertrand DEMUMIEUX

Article dernier

Mesdames, messieurs : le(a) Directeur(trice) Général(e) des Services de la commune de Venissieux, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Venissieux, le 05/03/2024